



SOMMAIRE

1. Aménagement hydro-agricole : un succès story de la FAO
2. Validation de la Stratégie nationale préparatoire du R-PP
- 3-4. Protocole sur l'aquaculture dans les pays riverains du lac Tanganyika
5. Ils ont dit
6. Ouverture du Bureau de Coordination du FBSA/FAO
7. Formation sur l'IPC-niveau 2 pour les pays francophones
8. Lutte contre la malnutrition chronique dans la province de Ngozi
- 9-10. Formation sur les techniques de culture des champi-
10. Bon à savoir
- 11-12. Fertilité des sols pour une gestion durable des terres
- 13-14. Sagesse populaire et Humour
- 14-15. Les CEP/FAO: pour la consolidation de la paix
16. Communiqué de presse: Conférence de la FAO à Tunis
17. La FAO distribue des intrants et outillage agricoles
18. Le 8 mars 2014: la femme au centre des interventions FAO

EDITORIAL

Au terme du premier trimestre de l'année 2014, la FAO vous offre le 11ème numéro du bulletin Focus. En effet, son menu reflète l'engagement toujours soutenu de la FAO Burundi à communiquer sur les actions et impacts des projets et programmes exécutés dans le pays.

Des descentes sur terrain, entrelardées d'ateliers et de formations, sur des thèmes variés tels que : l'aménagement hydro agricole, la gestion durable des terres, les techniques de culture des champignons, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'aquaculture, le rôle des champs-école paysans dans la consolidation de la paix et la promotion de la sécurité alimentaire ont géré l'essentiel de la matière ayant façonné ce nouveau numéro.

Comme elle l'a fait dans le sud du pays, spécifiquement dans la province de Makamba avec le programme d'appui aux Villages Ruraux Intégrés, la FAO a ouvert, dans la province Ruyigi, un autre sous bureau dont la mission sera cette fois-ci d'assurer la coordination des activités d'un nouveau projet, le Programme multi acteurs d'amélioration de la sécurité alimentaire dans les Communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya financé par le Fonds Belge pour la Sécurité alimentaire.

Fondamentalement, les actions décrites dans ce bulletin montrent que la FAO Burundi est bel et bien sur les rails des nouveaux objectifs stratégiques de la FAO visant la promotion d'une sécurité alimentaire centrée sur une agriculture durable et de marché.

Dr Mohamed HAMA GARBA
Représentant de la FAO
au Burundi

L'AMENAGEMENT HYDROAGRICOLE : UN « SUCCESS STORY » DE LA FAO A NYAMABERE

Le mois de février 2014 vient de correspondre avec la fin des travaux d'aménagement et de réhabilitation du périmètre de Nyamabere dans la commune Mpanda, de la province Bubanza.

Les activités ont été conduites dans le cadre du Projet « Consolidation de la paix à travers l'appui à la réintégration socio-économique durable en faveur des personnes affectées par le Conflit » (UNJP/101/BDI/PBF), dans sa composante aménagement et réhabilitation du périmètre Nyamabere. Il s'agit des travaux englobant la réhabilitation du barrage Musenyi, d'un canal tête- morte, d'un réseau de pistes d'accès et de circulation existant autour de Nyamabere et de l'aménagement d'un nouveau réseau de canaux d'irrigation. Lesdits travaux ont également porté sur le dragage et le recalibrage de la rivière Musenyi ainsi que l'aménagement de la digue de protection contre les inondations causées par la même rivière.



Canal tête morte pour l'irrigation du périmètre de Nyamabere

Cette opération a été réalisée sur une étendue de 482 ha. Désormais, c'est 5000 bénéficiaires directs qui sont en train d'exploiter cette surface.

Les travaux réalisés par la FAO à Nyamabere ont permis l'augmentation substantielle de la production du riz (rendement de près de 6.5t/ha). D'une pierre, deux coups: l'aménagement et la réhabilitation du périmètre de Nyamabere a permis l'application l'approche HIMO(Haute Intensité de Main d'Oeuvre),

qui a permis de monétariser la communauté du coin. Lors de la réception définitive des travaux réalisés à Nyamabere, les populations bénéficiaires ont exprimé leur joie : « Avant la réhabilitation des trois pistes d'accès à Nyamabere, nous avions du mal à transporter nos productions vers la route principale et grâce aux travaux réalisés par la FAO, le coût de production du riz est en train de diminuer », a déclaré Méthode Ntakiyiruta. De son côté, Lin Bigirimana, un responsable d'une coopérative de producteurs agricoles de la zone Musenyi, indique que la prochaine récolte du riz s'annonce prometteuse grâce aux travaux d'irrigation et de drainage de la FAO. Et d'ajouter que même les maladies qui menaçaient le riz se sont faites rares à cause de la disponibilité de l'eau dans les plantations et de produits phytosanitaires mis à disposition par la FAO. Le Représentant de la FAO a fort apprécié les activités d'aménagement des infrastructures hydro agricoles, en interpellant par la suite la population de se les approprier. Il leur a lancé un appel à continuer « de travailler ensemble pour promouvoir une agriculture moderne à travers les Champs-Ecole Paysan déjà existants ». Notons que les riziculteurs de Nyamabere font des essais comparatifs de riziculture traditionnelle et de riziculture améliorée (Système de riziculture Intensive-SRI) réputés pour une augmentation impressionnante de la production.

Monsieur Mohamed Hama Garba, Représentant de la FAO au Burundi dans un champ de riz à Nyamabere



Pour information, le terme « Nyamabere » signifie en français « là où il y a des mamelles ». Comme le fait une maman à son nourrisson, les populations de Nyamabere vont, non seulement nourrir les leurs, mais aussi d'autres burundais. Grâce aux travaux réalisés par la FAO, cette localité va contribuer considérablement à la lutte contre la malnutrition et la pauvreté au Burundi.

Par Gustave NTARAKA

VALIDATION DU DOCUMENT DE LA STRATEGIE NATIONALE DE LA PREPARATION DU PROCESSUS REDD+(R-PP)

Organisé du 27 au 28 Mars, à Bujumbura, cet atelier s'inscrit dans le cadre d'un processus régional au sein du Projet « **Système de surveillance et de MNV (Mesure, Notification, vérification) nationaux avec une approche régional pour les pays du Bassin du Congo** ».

Ayant vu la participation de nombreux acteurs dont le Ministère de l'Eau, de l' Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, les parlementaires, les représentants des partenaires au développement, le représentants de la société civile et du secteur privé, les cadres et les experts nationaux et internationaux, l'atelier est venu a point nommé dans la mesure où, pour répondre aux exigences de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques(CCNUCC), les pays souhaitant participer au mécanisme REDD+ (Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts dans les pays en développement), doivent élaborer un « Système National de Suivi des Forêts ». C'est un système qui doit traiter l'ensemble des besoins du pays en matière de suivi et de Mesure, de Notification et Vérification(S&NMV) des activités de ce mécanisme.

Ce suivi répond aux besoins des pays de contrôler toutes les actions relatives à la mise en place des politiques et mesures nationales liées au mécanisme susmentionnée. Selon le Représentant de la FAO au Bu-



©FAO/Barnabé

Ouverture de l'atelier par le Ministre en charge de l' Environnement(à sa gauche le Représentant de la FAO Au Burundi, à sa droite le DG de l'IGEBU

rundi, M. Mohamed Hama Garba, comme les défis restent énormes il ya nécessité des synergies appropriées et une concertation permanente. Chaque intervenant doit être engagé dans un système d'éveil et de conscientisation, ceci dans le prolongement des efforts du Gouvernement. Monsieur Hama Garba a en effet réaffirmé l'immense engagement de la FAO dans l'appui technique et la mise en œuvre du processus REDD+ comme pour emboîter le pas aux autres pays qui sont déjà dans ce mécanisme.

« Pour la fin de la première phase du projet qui se profile en juin 2014, le Burundi est à un taux de 92% de réalisation des activités, selon le récent rapport de l'évaluation de l'exécution du projet(...). En effet, sur quatre principales activités prévues, trois ont été déjà réalisées à savoir : la sensibilisation et l'éducation-formation des représentants des parties prenantes dans toutes les provinces du Burundi, la mise en place d'un cadre juridique représentant l'enga-

gement politique de l'attribution, à long terme, de responsabilités et de fonctions aux différents départements et structures du gouvernement, qui partageront la charge de travail, et enfin le développement d'un document national de préparation de la stratégie nationale REDD+(R-PP). » , a indiqué M. Hama Garba.

Avant la fin de cette première phase, une mise en place d'un groupe de définition du Système National de Suivi des Forêts et la soumission des programmes nationaux notamment au conseil du Fonds Forestier pour le Bassin du Congo(FFBC) permettant d'être en ordre avec la Convention CCNUCC, restent néanmoins à réaliser. Le Représentant de la FAO se dit satisfait des résultats de la première phase dont dépendra le financement de la deuxième. .



Photo de famille des participants

Le Ministre de l'Eau, de l' Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme M. Jean-Claude Nduwimana, a lors du lancement de l'atelier, levé le doute que le Burundi n'allait pas respecter l'engagement de fournir le document R-PP avant la fin du mois de juin, car validé effectivement lors dudit atelier. « *Ce résultat a été acquis grâce à une conjugaison d'efforts des uns et des autres, en commençant par les autorités du pays qui ont compris rapidement que le mécanisme REDD+ est en même temps une stratégie d'atténuation des changements climatiques, de conservation des forêts et de développement durable* », a indiqué le Ministre Nduwimana, appréciant par la même occasion le travail des consultants ayant été mobilisés pour travailler sur les différentes composantes de ce projet de document.

Des séances de sensibilisation/formation et concertation des parties prenantes, un atelier de validation d'un cadre juridique et institutionnel en plus de celui de validation du document de la stratégie nationale de préparation du processus REDD+/R-PP de ce mois de Mars 2014 ont été réalisés.

Soulignons que la FAO soutient techniquement nombreuses activités au sein du Bassin du Congo dont le Programme UN-REDD+ en RDC, l'exécution des Inventaires Forestiers Nationaux au Cameroun et au Congo, l'étude sur l'évaluation des Ressources Forestières Mondiales, et dans les multiples interventions dans la gestion des ressources naturelles pour le cas du Burundi.

Ayant été mandatée par le Secrétariat du Fonds Forestier pour le Bassin du Congo (FFBC) pour préparer et mettre en œuvre ce projet, la FAO, via son assistance technique, permettra aux pays dont ceux de la COMIFAC de se doter des systèmes nationaux et régionaux de surveillance et facilitera les échanges entre les pays du Bassin du Congo entre eux, et avec les autres pays du bassin amazonien comme le Brésil.

Par Barnabé NDAYIKEZA

ATELIER DE DÉVELOPPEMENT D'UN PROTOCOLE SUR L'AQUA CULTURE DANS LES PAYS RIVERAINS DU LAC TANGANYIKA

Organisé à Bujumbura, l'atelier avait pour objectif d'élaborer et valider un protocole sur le développement de l'aquaculture durable dans les pays Riverains du Lac Tanganyika que sont la Tanzanie, le Burundi, la RDC et la Zambie. Pendant trois jours, du 18 au 20 février 2014, les participants regroupant des cadres en charge de la pêche et de l'aquaculture, des responsables financiers, juridiques, et environnementaux, des représentants du Projet SmartFish de la FAO, des collègues de la FAO/ Siège et ceux affectés au bureau du Burundi, des experts internationaux et nationaux en aquaculture, des membres du personnel de l'Autorité du lac Tanganyika ont examiné le cadre opérationnel, juridique et institutionnel des activités aquacoles dans les pays membres de l'Autorité du Lac Tanganyika. Ils ont identifié les forces et faiblesses ayant guidé l'élaboration dudit protocole. Les cérémonies d'ouverture de l'atelier ont été rehaussées par le Secrétaire Permanent au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, M. Joseph NDUWIMANA.



Ouverture de l'atelier par le Secrétaire Permanent du MINAGRIE: à sa gauche, le Secrétaire Exécutif de l'ALT, à sa droite le Représentant de la FAO au Burundi

S'exprimant à l'ouverture de l'atelier, le Représentant de la FAO, M. Mohammed HAMA GARBA, a indiqué que la planification du développement de l'aquaculture dans les pays concernés devrait tenir compte de multiples aspects,

notamment le co-développement de l'aquaculture, de la pêche et des autres activités économiques, pour une gestion harmonieuse et intégrée, la préservation d'un écosystème sain et la prévention des maladies dues notamment à la dégradation environnementale et susceptibles d'entraîner la réduction de la production du poisson, la compétition sur les marchés et la facilitation de l'investissement

Grand potentiel aquacole au monde en général et dans le bassin du lac Tanganyika en particulier

La pêche et l'aquaculture contribuent remarquablement au bien-être et à la prospérité mondiale en ce qu'elles procurent des moyens d'existence et des revenus. Le poisson issu de ces activités est une source incontournable d'aliments nutritifs et de protéines. Au niveau mondial, les captures continentales provenant des eaux douces offrent une production de poissons supérieure à celle des captures marines, garantissant la sécurité alimentaire et le développement du commerce des pêches. La production aquacole mondiale provenant des eaux douces a augmenté de 30% entre 2004 et 2010. Les produits des pêches constituent une source importante d'échanges mondiaux qui atteint de grands records par rapport aux autres denrées. Bien que la production aquacole mondiale pour la consommation soit, entre 1980 et 2010, multipliée par 12, la contribution du continent africain reste modeste.

Selon HAMA GARBA, il faut une approche multisectorielle et éco-systémique pour développer l'aquaculture Est-africaine encore en décollage. Là où l'aquaculture est bien développée, en Asie par exemple,

Suite à la page 4

les producteurs bénéficient des facilités, notamment la réduction des coûts de production. Selon la Coordinatrice de SmartFish, Mme Clotilde Bodiguel, l'une des grandes lacunes de l'aquaculture dans la région du lac Tanganyika est un manque de cadre légal et le besoin de travailler au niveau institutionnel qui se fait encore sentir. De l'avis du Secrétaire Exécutif de l'Autorité du Lac Tanganyika, M. Jean-Marie NIBIRANTIJE, les nombreux lacs, rivières et terres humides de la région du Lac Tanganyika sont une réalité qu'il faut capitaliser. La température est convenable pour la croissance du poisson et les intrants pour la fabrication de leurs aliments sont disponibles sur place. En offrant plus de la moitié du poisson au niveau mondial, l'aquaculture présente aussi des opportunités d'emploi et de revenus. La demande élevée des produits des pêches et la réduction des pêches par capture marine constituent un autre avantage. Aussi faut-il des technologies de transformation bien avancées.

Quid pour l'aquaculture au Burundi

L'aquaculture fait face à des défis technologiques et d'infrastructures entraînant des coûts d'investissement élevés. L'accès limité au crédit et la faible capacité technique et humaine constituent d'autres défis. Selon le Secrétaire permanent au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Joseph NDUWIMANA, la production du poisson du lac Tanganyika a chuté. L'aquaculture est selon lui « un sous-secteur pouvant contribuer significativement à l'augmentation de la production et des approvisionnements dans le pays ». Selon Jean de Dieu Nimpaye, Conseiller à la Direction des Eaux et de l'Aquaculture, chargé de la Recherche et des Formations au sein de ce Ministère, il y a besoin d'augmenter son budget resté encore bas.

Au Burundi la consommation minimale du poisson par individu est, selon lui, de 8 kilos par an. Elle atteint 16 kilos dans les pays avancés. L'espoir est que les fermiers burundais soient actuellement encouragés à élever le poisson dans le cadre



Présentation du projet de protocole de l'ALT

notamment de la stratégie de développement du secteur. Parmi les défis de l'aquaculture au Burundi, ce spécialiste souligne le manque d'alevins pouvant constituer des écloséries de poissons ,

l'inexistence d'activités de transformation des aliments de poissons, l'insuffisance des personnes formées dans ce secteur et le manque d'autres moyens nécessaires pour développer le secteur dont les facilités de transport et d'aération. Il faut des plans de relance pour transformer le secteur à des niveaux plus élevés de production commerciale. « Le protocole de l'aquaculture vient à point nommé pour la région. Il facilitera

considérablement des politiques de pêche cohérentes au niveau régional ainsi que des politiques de pêche régionales et profiter pleinement des avantages socio-économiques des opportunités des richesses naturelles de la région », a indiqué NIBIRANTIJE, Secrétaire Exécutif de l'ALT.

Un protocole de l'ALT pour relever les défis de l'aquaculture

Le draft de Protocole présenté lors de l'atelier par la Consultante internationale, Pr Judith SWAN, est axé sur les instruments, obligations et actions nationaux et régionaux en faveur de la gestion durable des ressources du Lac Tanganyika et son bassin contenus dans la Convention sur la gestion durable de l'aquaculture. Il met l'accent sur le renforcement de la gestion responsable et durable de l'aquaculture basée sur la coopération.



Photo de famille des participants

Le protocole exige les Etats d'élaborer des stratégies, plans ou programmes pour la gestion durable de l'aquaculture et de mettre en œuvre rapidement les mesures de gestion approuvées. Le protocole prévoit la mise en place d'un comité technique de l'aquaculture jouant le rôle de conseiller au Comité de gestion. Le protocole prévoit également une conférence des Ministres dont le rôle sera de prendre des mesures et des stratégies en matière d'aquaculture. Il y aura aussi un Secrétariat notamment pour la diffusion des informations et décisions à prendre. Le protocole devra être adopté par le Conseil des Ministres de l'ALT. Les participants ont recommandé un soutien institutionnel pour une gestion et un développement durable de l'aquaculture.

Le Comité de gestion devra quant à lui, inclure un membre responsable de l'aquaculture. Il a également été recommandé que Les fonctions et responsabilités du Directeur des pêches englobent aussi l'aquaculture, son titre devenant ainsi le « Directeur des Pêches et de l'aquaculture » en ligne avec l'approche adoptée par les Gouvernements et les organisations internationales comme la FAO. Il faudra aussi renforcer les capacités de l'ALT en instituant le poste de Vice-directeur des pêches et de l'aquaculture qui s'occuperait essentiellement de l'aquaculture. La proposition de protocole sera soumise à une revue interne par chaque pays et pour commentaires au plus tard le 26 février 2014 en préparation d'une deuxième réunion régionale. Il a été demandé à FAO SmartFish d'appuyer une autre réunion régionale dont la date n'est pas encore fixée. Les différentes délégations se sont réjouies de la tenue de l'atelier qu'ils ont tous qualifié « d'une première dans la région des Grands Lacs ».

Par Barnabé NDAYIKEZA

ILS ONT DIT

« Trop souvent dans le passé, les agriculteurs familiaux ont été considérés comme un problème à résoudre au moyen de politiques sociales n'ayant qu'une potentialité limitée. C'est cet état d'esprit qu'il faut changer. Les agriculteurs familiaux ne font pas partie du problème ; ils font au contraire partie de la solution face à l'enjeu de la sécurité alimentaire et du développement durable ».

*José GRAZIANO da SILVA, Directeur Général de la FAO,
in TOGO PRESSE (quotidien gouvernemental) N° 9202 du 14 janvier 2014, p.13*

« Pour réussir dans le monde, retenez bien ces trois maximes : voir c'est savoir ; vouloir c'est pouvoir ; oser c'est avoir ».

Alfred de MUSSET

« Les fonctionnaires sont un petit peu comme les livres d'une bibliothèque : ce sont les plus haut placés qui servent le moins ».

Georges CLEMENCEAU

« Qui craint de souffrir souffre déjà de ce qu'il craint ».

MONTAIGNE

« Les hommes naissent égaux. Dès le lendemain, ils ne le sont plus ».

Jules RENARD

« La moitié d'un ami c'est la moitié d'un traître ».

Victor HUGO

« La vérité d'un homme, c'est d'abord ce qu'il cache ».

André MALRAUX

« La règle d'or de la conduite est la tolérance mutuelle, car nous ne pensons jamais tous de la même façon ; nous ne verrons qu'une partie de la vérité et sous des angles différents ».

Mohandas Karamchand GANDHI in Tous les hommes sont frères

« Un sourire coûte moins cher que l'électricité, mais il donne autant de lumière ».

Abbé Pierre (1912-2007), Fondateur de l'Association Emmaüs

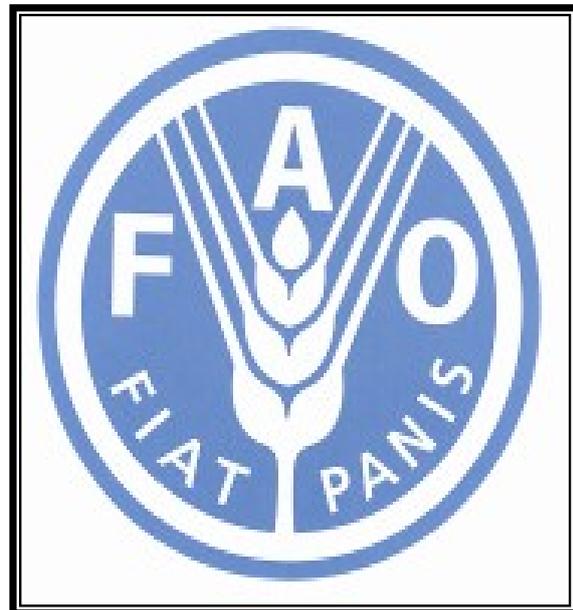
Compilation:

Baudelaire NDAYISHIMIYE

OUVERTURE DU BUREAU DE COORDINATION DU PROJET FONDS BELGE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE A RUYIGI



Vue de face du Bureau de coordination FBSA/FAO



Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme multi-acteurs d'amélioration de la sécurité Alimentaire du FBSA dans les communes de Cendajuru en province de Cankuzo, Kinyinya et Gisuru en Province de Ruyigi, la FAO vient d'ouvrir son Bureau de coordination dudit Programme à Ruyigi.

A travers son appui au MINAGRIE et aux structures locales de concertation, l'apport de la FAO contribuera surtout à la coordination de l'amélioration de la gouvernance globale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des communes d'intervention du FBSA.

Ce Bureau de proximité est en effet indispensable pour une prise en compte correcte et conséquente des besoins des groupes vulnérables en matière de sécurité alimentaire dans la planification des actions de développement, mais aussi pour s'assurer que toutes les parties prenantes concernées contribuent conjointement aux résultats attendus dans la mise en œuvre du programme.

En plus, cette coordination de proximité permettra de veiller à la cohérence des différentes interventions sur le terrain, au suivi –évaluation, à la communication, au renforcement de la gouvernance locale de la sécurité alimentaire et au respect des problématiques transversales, tels que le Genre, les Droits des Enfants et les Changements climatique.

Signalons que dans le cadre de renforcement de l'unicité du programme vis-à-vis des partenaires du FBSA, trois de ces derniers (LD/UCODE, WSM/Agakura et Adisco/ CSA/ CAPAD) vont travailler dans ce même bureau. La FAO, en collaboration avec le MINAGRIE a organisé des réunions des comités de pilotage au niveau national en date du 27 février 2014 et au niveau local respectivement en dates du 18,19 et 20 mars dans les communes de Cendajuru, Gisuru et Kinyinya. Lors de ces réunions, chaque partenaire a présenté devant les membres des comités de pilotage son plan de travail et budget annuels (PTBA).

Les tâches assignées par ces comités de pilotage sont notamment de veiller au respect des orientations du programme et à la cohérence avec les actions des autres acteurs du développement sous une approche de synergie et complémentarité. Les autres tâches sont aussi de valider les budgets annuels, les rapports du programme et les résultats des évaluations à mi-parcours et finales.

Par Fiacre FURERO

FORMATION SUR L'IPC-NIVEAU 2 POUR LES PAYS FRANCOPHONES

Lancé le 3 mars par l'Assistant du Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, M. Boniface Mwikomo, l'atelier de formation sur le Cadre Intégré de la Classification de la Sécurité Alimentaire (IPC)-niveau 2 et les leçons apprises avait pour objectif de doter les participants du Burundi et ceux venus de Djibouti, Haïti, Centrafrique et République Démocratique du Congo, des capacités de conduire et faciliter à leur tour, des formations IPC. Ils devraient être dotés des connaissances approfondies leur permettant d'adopter de bonnes pratiques de facilitation et faire partie des experts du domaine. Selon M. Mwikomo, le Burundi a adopté l'IPC comme outil d'analyse commun de la sécurité alimentaire depuis 2006. « Cet outil a sensiblement amélioré la qualité et le cadre d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi » a-t-il indiqué en procédant à l'ouverture de l'atelier. Une série d'analyses de la sécurité alimentaire ont été réalisées depuis 2007 ; la plus récente étant celle d'août 2013 et constituant la treizième du genre. Cette même analyse est également la quatrième conduite avec la nouvelle version IPC communément appelée 2.0. Au Burundi, deux ateliers d'analyse de la sécurité alimentaire sont organisés chaque année et coïncident avec les saisons des récoltes A et B.



Présidium d'ouverture de l'atelier: au centre, l'Assistant du Représentant de la FAO/Programme prenant la parole. A sa gauche, l'Assistant du MINAGRIE, à sa droite, l'envoyé de la FAO Siège

Cette formation IPC de niveau 2 était destinée aux équipes restreintes des pays concernés et qui devront relayer leurs connaissances à leurs collègues respectifs.

L'Assistant du Représentant de la FAO Chargé du Programme, Apollinaire Masuguru, a rappelé que depuis 1996, la FAO appuie le MINAGRIE dans le suivi de la sécurité alimentaire à travers plusieurs outils et mécanismes dont les missions conjointes pour l'évaluation des récoltes, des approvisionnements alimentaires et de la situation nutritionnelle, évaluation complétée par l'analyse et la cartographie de la sécurité alimentaire utilisant l'outil IPC. « La FAO a organisé avec succès 13 analyses IPC qui ont permis aux décideurs politiques, aux bailleurs de fonds et divers intervenants à plusieurs niveaux de bien cerner les enjeux et priorités en rapport avec la vulnérabilité de la population à l'insécurité alimentaire. La régularité et la pertinence des résultats et recommandations de l'analyse sont diffusées auprès

de l'ensemble des acteurs et sont devenues, au cours des dernières années, une véritable référence du secteur agricole et du monde rural » a souligné Mr. Masuguru.



Photo de famille des participants

Selon le Représentant de la FAO, le Gouvernement, le Système des Nations Unies, les ONGs et un Comité de pilotage, constituent des partenaires clés dans la mise en place de l'outil IPC. Depuis 2009, le Gouvernement du Burundi à travers le Ministère de l'agriculture, s'est engagé à assurer la coordination administrative des activités IPC. Avec la formation de niveau 2, le Burundi se dote davantage de cadres compétents capables de mener des analyses de la sécurité alimentaire au niveau national. M. Masuguru a réitéré l'engagement de la FAO et de ses partenaires, à « accompagner le Gouvernement dans ses efforts de libérer la population burundaise de la faim et de la malnutrition », à travers un bon diagnostic et suivi de l'évolution de l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Dans un premier temps, les participants devront être outillés pour assurer distinctement le rôle de facilitateur et de formateur. Selon Méthode Niyongendako, Expert du Bureau régional de la FAO basé à Nairobi qui était présent dans cette formation, un facilitateur est comparé à un chef d'orchestre qui coordonne ses musiciens et leurs instruments sans toutefois jouer. « Il aide les gens à décider de ce qu'ils veulent réaliser, leur rappelle leurs responsabilités dans cette activité, les encourage et les aide à accomplir la tâche convenue », a-t-il mentionné, ajoutant que ce responsable doit être « neutre ». En décrivant le programme de l'atelier, Mme Korpi Kaija de la FAO siège, a indiqué que les thèmes de la formation étaient notamment centrés sur la théorie sur l'apprentissage des adultes et facilitation des ateliers, la révision de la Formation IPC de niveau 1, l'analyse de la sécurité alimentaire, les projections en matière de sécurité alimentaire, les produits compatibles IPC, le système d'information de l'IPC et la mise en œuvre des activités dans les pays participants et qui devrait alimenter la vision et le planning des activités futures.

Par Barnabé NDAYIKEZA

LE POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET CONJOINT DE LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION CHRONIQUE DANS LA PROVINCE DE NGOZI

La malnutrition au Burundi reste un problème de santé publique et de développement. Pendant qu'on enregistre une diminution de la malnutrition aiguë globale au cours de ces dernières années (6%), la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans reste élevée, elle est estimée à 58% selon le résultat de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS 2010).

C'est l'un des taux les plus élevés du monde. Un des facteurs qui contribue inexorablement à cette situation très inquiétante, est que le Burundi se retrouve parmi les pays qui enregistrent les taux les plus élevés des populations en insécurité alimentaire (73%). Parmi les 105 pays qui enregistrent les niveaux les plus faibles de sécurité alimentaire, il est le troisième après la RDC et le Tchad selon l'indice de sécurité alimentaire de l'Unité Intelligence Economist. Face à cette situation, le Burundi a fait de la lutte contre la faim et la malnutrition l'une de ses priorités clairement définies dans ses orientations de la vision Burundi 2025

et dans les autres documents stratégiques, notamment le CSLPII



Apprentissage de l'art culinaire organisé par la FAO à Rumonge

(2012- 2016) et PNDS II.

Pour faciliter l'atteinte de ses objectifs, le Burundi a récemment adhéré au mouvement Scaling Up Nutrition « SUN » (juillet 2012). Il a aussi développé et validé un plan stratégique multisectoriel de lutte contre la malnutrition dans lequel une synergie de tous les acteurs est en avant pour faciliter l'atteinte des résultats.

En vue de faciliter la coordination des interventions des agences des Nations Unies en matière de Nutrition, le Burundi a adhéré à l'initiative « Renewed Efforts Against Child Hunger » (REACH). Suite à l'adhésion du Burundi au mouvement « SUN », l'Agence Suisse pour la Coopération et le Développement (SDC) a encouragé la FAO, l'OMS, le PAM et l'UNICEF à formuler un projet conjoint dans la province de Ngozi où le taux de malnutrition est le plus élevé (71.6%).

Une des stratégies de mise en œuvre de ce projet consiste à développer des synergies d'interventions entre différents acteurs. La FAO s'occupe beaucoup plus de la composante 2, à savoir : l'amélioration de la production locale et la consommation des aliments de haute valeur nutritionnelle en appuyant le renforcement des capacités des bénéficiaires sur les pratiques agricoles, de petit élevage et édu-

cation nutritionnelle. Il a participé à la formulation de ce projet et a recruté un point focal pour la coordination des activités de sécurité alimentaire et nutrition. La FAO a également participé dans des réunions et missions conjointes dont l'objet était surtout d'évaluer les opportunités et les contraintes à la mise en œuvre du projet.

Des contraintes certes, mais aussi des opportunités

Les contraintes majeures dans la mise en œuvre du projet englobent principalement l'exiguïté des terres dans la province de Ngozi, l'insuffisance de la production, la pression démographique, la perception de malnutrition comme un problème de santé seulement, le problème d'éducation nutritionnelle, les aléas climatiques, la flambée des prix sur le marché, une faible coordination des interventions des différents acteurs de terrain, le problème d'harmonisation du système de motivation des acteurs communautaires et des faibles capacités techniques des acteurs du niveau communautaire.

Les défis à relever consisteront à cet effet, en un appui au développer des synergies qui intègrent les aspects de productions agricoles dans la prévention et la prise en charge de la malnutrition, au renforcement des capacités techniques des différents acteurs de première ligne impliqués dans la prévention et la prise en charge des problèmes liés à la malnutrition, au renforcement des cadres existants de collaboration intersectorielle, et à l'amélioration des techniques agricoles en adéquation avec le problème d'exiguïté des terres et l'implication des acteurs communautaires dans la sensibilisation sur les problèmes liés à la santé de la reproduction.

Toutes ces défis seront relevés en profitant des opportunités telles que l'existence des structures administratives, sanitaires et agricoles



Lancement du mouvement SUN par le Président de la République Pierre Nkurunziza à Ngozi

à tous les niveaux pour une collaboration intersectorielle et pluridisciplinaire, l'existence des organisations à base communautaire : agents de santé communautaire, moniteurs agricoles, Mamans lumières, leaders religieux etc. autres.

Isidore SINDABARIRA

FORMATION SUR LES TECHNIQUES DE CULTURE DES CHAMPIGNONS

Du 25 au 28 Février 2014, la FAO a organisé un séminaire de formation dans le cadre du projet « Programme LRRD d'appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi »-OSRO/BDI/005/EC sur le renforcement des capacités en techniques de culture des champignons comestibles en faveur des facilitateurs de 15 Champs Ecoles Paysans- CEP (Farmer Field Schools- FFS en Anglais) des Villages Ruraux Intégrés des communes RUMONGE, MAKAMBA et RUTANA. Cette formation a eu lieu dans les enceintes de l'Eglise anglicane du Burundi dans le diocèse de MAKAMBA au Sud du Burundi.

Durant les quatre jours de formation, plusieurs thèmes ont été développés dans la partie théorique à savoir : la définition d'un champignon, la valeur nutritive et médicinale du champignon, l'importance économique de cette culture, les différentes espèces cultivées au Burundi, les infrastructures de base d'une champignonnière, le matériel et l'équipement indispensables pour la culture des champignons, son rendement, sa rentabilité économique, sa conservation et l'art culinaire pour cette culture.

Afin de permettre aux participants de mieux assimiler les renseignements reçus, les quatre jours d'enseignements théoriques étaient accompagnés par des activités pratiques. Ces dernières ont porté principalement sur le conditionnement du substrat (trempage et pasteurisation du substrat), ensemencement ou lardage, la conduite de l'incubation, la fructification, la récolte et les mesures prophylactiques.



Séance d'apprentissage en salle de la myciculture à Makamba

Une pédagogie interactive, associant théorie et pratique

Au total, 24 facilitateurs dont 14 hommes et 10 femmes ont pris part à cette formation. Avant de commencer la formation, les participants ont élaboré en grandes lignes ce qu'ils attendent de ce séminaire : connaître et maîtriser les techniques de cultures de champignons depuis la semence jusqu'à la production des champignons, connaître l'importance des champignons notamment leur valeur nutritive, connaître le rendement, la rentabilité, le prix par kilo et le marché et être capable de vulgariser les techniques de culture des champignons dans leur entourage respectif.



Lardage ou ensemencement du substrat

Au dernier jour de la formation, les participants se sont regroupés CEP par CEP pour élaborer les activités qu'ils vont réaliser après la formation. Ils ont également procédé au lardage des sachets pasteurisés au cours de cette formation et cette dernière a été clôturée par un toast qui consistait à la préparation de l'omelette aux champignons.

Suite à la page 10

Le participants apprécient l'importance de la formation

Monsieur Isaac HABARUGIRA ISAAC du VRI de Mushara apprécie l'organisation de la formation qui a aiguisé ses connaissances : « Pour moi c'était une formation de recyclage car j'avais déjà reçu cette formation au niveau des associations. Ça m'a permis de maîtriser les techniques de culture des champignons. Des revenus aussi importants ont été acquis dans notre association de Mushara, ce qui nous a poussés à faire des pépinières de café grâce aux revenus tirés des champignons. Aussi l'alimentation de nos familles a été améliorée grâce à la consommation des champignons, ça m'a permis aussi de former d'autres personnes venant des provinces environnantes et de percevoir des honoraires de formation. Cette formation en tant que facilitateur des CEP me permettra de vulgariser cette culture aux



Préparation de l'omelette aux champignons par les participants

autres membres des CEP qui n'ont pas bénéficié de cette formation et de la vulgariser aussi au fond des vallées de notre province », a indiqué HABARUGIRA.

Mme Esta NIKWIMBONYE, quant à elle, indique que cette formation lui a permis de bien maîtriser les techniques de culture du champignon et connaître l'importance de cette culture. « Je sais que les champignons ont une grande importance dans notre vie quotidienne par valeur en matière de santé d'environnement et dans la lutte contre la pauvreté. Auparavant, la consommation des champignons étaient considérée comme un tabou dans les habitudes alimentaires des burundais. Les connaissances issues de la formations me permettront de bien vulgariser cette culture aux autres membres des CEP et les revenus tirés des ventes des champignons gonfleront les comptes de nos associations et l'alimentation de nos familles sera améliorée », a souligné NIKWIMBONYE du VRI de Musenyi.

Par Jean-Marie BUSUKO

BON A SAVOIR

LE FONDS BELGE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE (FBSA)

BUT : Sécurité alimentaire

REGION : Afrique sub-saharienne

GROUPE CIBLE: Les plus vulnérables

DUREE : 2010-2022

BUDGET : 25 millions d'euros par an

FINANCEMENT : Loterie Nationale et la Coopération Belge au Développement

MISE EN ŒUVRE : CTB, ONG Belges et Organisations multilatérales

INITIATEUR : Le Parlement Belge

Source : *Impact*, Magazine de la C.T.B., novembre 2013, p.16

NOUVEAUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES DE LA FAO

Objectif stratégique 1: Contribuer à l'éradication de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition

Objectif stratégique 2: Intensifier et améliorer la fourniture de biens et services provenant de l'agriculture, de la foresterie et des pêches de manière durable

Objectif stratégique 3: Réduire la pauvreté rurale

Objectif stratégique 4: Veiller à la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces aux niveaux local, national et international

Objectif stratégique 5: Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation

L'AMÉLIORATION DE LA FERTILITÉ DES SOLS : UNE VOIE INCONTOURNABLE POUR CONSOLIDER LE PROCESSUS DE GESTION DURABLE DES TERRES

La faible fertilité des sols burundais est l'une des contraintes majeures limitant la production des cultures. Les engrais minéraux et organiques sont des sources potentielles des éléments nutritifs des plantes pouvant contribuer à l'augmentation des rendements des cultures et donc de la production.



Processus de compostage en fosse à Nyabibuye – Muramvya (FFS Ngeregere)

Suite au coût élevé et de l'indisponibilité à temps des engrais minéraux, l'utilisation du fumier de ferme ou du compost est généralement le mode de fertilisation le plus courant au Burundi, car ils sont disponibles localement.

Toutefois peu de paysans produisent des quantités suffisantes de fumure organique occasionnant souvent l'utilisation du fumier ou compost de mauvaise qualité, c'est-à-dire non suffisamment décomposé et incapable de libérer les éléments nutritifs nécessaires. Leur qualité est aussi détériorée suite à une mauvaise maîtrise de la valorisation de ces matières organiques soumises souvent à de longues expositions à la chaleur et à la pluie avant leur utilisation entraînant des pertes par lessivage (N, K) ou par évaporation (N).

Dans le souci de consolider ses interventions en matière d'aménagement des bassins versants, la FAO à travers le projet TAMP Kagera, est en train de vulgariser des techniques de compostage en fosse fumièrre et en tas dans des exploitations de 34 Champs Ecoles des Producteurs (CEP/FFS) qu'il encadre. La technique de compostage en fosse a été testée pendant deux saisons culturales (saison 2013 B et saison 2014 A).



Sessions d'apprentissage des techniques de compostage sur le tas

Suite à la page 12

Cette activité va se poursuivre jusqu'à la fin de la saison B 2014, c'est-à-dire, en juin 2014. Des matériaux organiques décomposables sont accessibles aux communautés. Il s'agit notamment des restes de culture, des déchets ménagers, des troncs et feuilles de bananiers ainsi que des déchets de labour communément appelées mauvaises herbes. En outre, des matériaux riches en azote comme: l'urée (1 kg/m³), compost amélioré bien décomposé, fiente de volaille, fumier de petit ruminant sont utilisés en tant qu'accélérateurs de décomposition. Des échantillons de matériaux à composter et du compost mûr ont été prélevés et sont en cours d'analyse au laboratoire de Chimie Agricole de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi pour la détermination de : carbone organique (CO), N, P, K, Ca, Mg et pH. (pas mal d'analyser aussi le pH, un autre indicateur de la qualité du compost)

Dans le contexte burundais, l'usage des fumiers est avantageux sur l'aspect économique, agronomique et environnemental.

Sur le plan économique, la gestion des fumiers permet de réduire les intrants sous forme d'engrais minéraux parce qu'ils apportent aux sols plusieurs nutriments ainsi qu'une bonne gamme de macroéléments et de micro-éléments.

Sur une base agronomique, une bonne gestion des fumiers enrichit les sols de matière organique qui augmente à son tour le taux d'absorption des minéraux (capacité d'échange cationique, CEC) et leur disponibilité pour nourrir les plantes. En plus, cette matière organique produit des acides qui libèrent le phosphore fixé par les hydroxydes de Fe et d'Al et augmente sa disponibilité.

En quelque sorte, en tant qu'amendement, la matière organique permet de détoxifier les sols acides et alliques, largement répandus au Burundi



Apprentissage du compostage

Sur le plan environnemental, une bonne gestion des fumiers permet d'améliorer la qualité physique des sols (sa structure), la rétention de l'eau du sol, la circulation de l'eau et de l'air ambiant, l'alimentation régulière des eaux souterraines et de drainage et favorise la croissance et le maintien des microorganismes du sol.

En définitive, les amendements organiques visent à enrichir le sol en matière organique, à améliorer la structure et sa capacité de rétention de l'eau et des nutriments et à apporter des éléments nutritifs aux cultures par décomposition microbienne.

Les apports de matière organique jouent en effet un rôle très important sur l'activité biologique du sol, notamment sur les microorganismes.

Par **Salvator NDABIRORE**

SAGESSE POPULAIRE

- “ Quand les mâchoires s'unissent, elles brossent un os ”
Proverbe Lunyoro (Uganda)
 - « Se tromper de chemin, c'est apprendre à connaître son chemin ».
Proverbe Shambala (Tanzanie)
 - « Personne ne peut percer l'abcès qu'il a dans le dos ».
Proverbe Bamiléké (Cameroun)
 - « Le chef n'a pas de frère ».
Proverbe Balaba (R.D. Congo)
 - “ La sagesse des érudits est au fond de leur cœur; celle des idiots est sur le bout de leur langue ».
Proverbe Tibétain (Chine)
 - « Hakuzimira wozigura »
- Traduction : « Vaut mieux un long chemin qui aboutit qu'un raccourci qui mène à l'impasse »

Proverbe burundais

Compilation:

Baudelaire NDAYISHIMIYE

PROVERBE

« Si tu dors le soir le ventre vide, tu te lèves le matin le cœur plein de haine »

Proverbe burundais



Une femme transportant des plants de riz pour repiquage à Nyamabere

©FAO/Gustave

HUMOUR

Un Monsieur était connu pour aimer exagérément l'alcool.

Il va voir son médecin pour des douleurs au niveau du foie.

« Tu dois absolument arrêter de boire », lui dit le médecin.

Quelques instants après, le Monsieur se lève et se dirige vers la sortie.

« Eh ! tu n'as pas payé la visite », lui assène le médecin.

« Pourquoi veux-tu que je paye, puisque je n'ai pas l'intention de suivre ton conseil » ?

Le Capitaine entre brutalement dans son bureau. Les deux soldats, membres du service administratif de la compagnie, restent paisiblement assis à leur pupitre. Devant cette marque d'impolitesse ostensible et outrageuse, l'officier qui aurait souhaité voir les deux jeunots se lever au grade-à-vous, s'adresse violemment à l'un d'eux :

Demain, jeune homme, j'espère que vous aurez la décence de vous lever, car, nous avons la visite du Général .

Et le secrétaire de répondre avec assurance :

Mais, mon Capitaine, tous les matins, on se lève à l'heure...

C'est un enfant qui naît dans une Clinique et l'infirmière dit à la maman :

- Oh ! L'enfant, qu'il est beau ! Il ressemble à son père !
- Pourvu que mon mari ne s'en aperçoive pas ! dit la maman.

C'est en Afrique du Sud, du temps de l'apartheid. Un industriel blanc au volant d'un Cadillac traverse une petite ville à cent à l'heure. Soudain, il fait une terrible embardée et fauche un groupe d'enfants noirs qui sortaient de l'école. Il y a du sang partout. C'est un véritable massacre. La police arrive et s'approche du conducteur.

« A quelle vitesse marchaient ces enfants lorsqu'ils ont heurté votre véhicule » ?

C'est un paysan qui s'en va à la foire avec son gosse et qui lui dit :

- Je vais t'expliquer comment on achète une vache... D'abord, il faut bien la tâter pour voir si elle est ferme. Il faut la tâter partout... Le paysan tâte la vache, il tâte le cou, il tâte les pis, il tâte le cul de la vache... Et le gosse rentre chez lui en se souvenant de comment on achète une vache.

Il arrive à la maison et il dit à son père :

« Viens voir papa, il y a quelqu'un qui veut acheter ma sœur à la cuisine ».

Compilation:

Baudelaire NDAYISHIMIYE

LES CHAMPS ECOLE PAYSANS, UN CADRE PRIVILEGIE DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES PRODUCTEURS ET DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

La FAO a introduit l'approche dite Champ Ecole Paysan depuis 2010 au Burundi. Iwacu s'est entretenu avec Dr Mohamed Hama Garba, Représentant de la FAO au Burundi.

Qu'est-ce que l'approche champs écoles paysans ? Pouvez-vous nous retracer un peu l'historique de cette approche et en quoi elle consiste ?

Les champs école paysans (CEP) ou champs écoles des producteurs ont été créés à la fin des années 80 en Indonésie par la FAO, originellement pour faire face à un problème d'attaques ou de ravages sur le riz, causés par un certain nombre d'insectes. Il s'agissait donc de mettre en place un processus qui permettrait de doter les producteurs des connaissances techniques suffisantes sur le cycle de ces ravageurs et trouver avec eux des solutions appropriées, moins coûteuses, environnementalistes et



Dr Mohamed Hama Garba, Représentant de la FAO au Burundi

dura- bles.

Concrètement en quoi consistent ces solutions ?

De façon simple, le CEP est une approche ou un cadre qui permet de doter les producteurs des connaissances leur permettant de prendre des décisions en connaissance de cause. Ces décisions se prennent à travers des expérimentations, des observations et des analyses. C'est une démarche expérimentale adaptée au contexte paysan, une approche participative. Ce n'est pas une formation classique où un formateur qui se met devant des paysans mais c'est plutôt une manière de faire participer ces producteurs parce qu'ils ont également des connaissances qu'ils peuvent transmettre.

Comment l'expérience s'est répandue dans le monde ?

A partir de l'Indonésie, cette approche s'est répandue dans une douzaine de pays en Asie, chacun l'ayant adapté sur une situa-

tion bien particulière. Certains sur la fertilité du sol, d'autres sur la gestion des ravageurs, etc. En Afrique, l'expérience a commencé en 1996 au Ghana où on a fait intervenir des formateurs des Philippines pour créer le premier maillon de CEP.

Est-ce qu'il existe une méthodologie pouvant permettre aux producteurs d'assimiler et d'appliquer facilement les connaissances leur inculquées ?

La méthodologie principale est ici basée sur la pratique directe dans le champ du producteur ou dans la ferme, selon les sujets qu'on aborde. C'est pourquoi vous entendrez des gens dire qu'il s'agit d'une « école sans murs » où tout se passe sur terrain et où producteurs et fermiers se retrouvent le mieux, c'est-à-dire au milieu de leur cadre de travail. Cette méthodologie est fondée également sur ce que les Anglais appellent « Learning by Doing » ou l'apprentissage par pratique. C'est cela la base de la méthodologie de cette approche champ école.

Quid des thématiques abordées ?

Concernant les thèmes abordés, ils sont nombreux et spécifiques dans différents contextes allant de la lutte originelle contre les ravageurs, la gestion intégrée de la fertilité des sols, gestion intégrée de la production et des déprédateurs que beaucoup de pays de l'Afrique de l'ouest sont en train d'adopter, la gestion des vecteurs et maladies et autres. Nous avons également des champs écoles sur le paludisme, le pastoralisme et le VIH Sida. Les domaines sont donc divers et multiformes. Ainsi, tout ce qui peut faire la préoccupation principale d'une communauté peut être un sujet des CEP.

Cela semble vaste comme thèmes. N'y a-t-il pas risque de confusion ?

Pas du tout. Je dois préciser d'une part que l'approche champ école n'est pas une approche fourre-tout dans laquelle on peut mettre tout ce qu'on veut et quand on le veut. Les CEP doivent être réinventés ou adaptés à chaque cas, à chaque contexte, à chaque organisation sociale. D'autre part, dans l'approche CEP, il y a toujours un thème principal qui est abordé et ensuite des thèmes spéciaux. Le thème spécial peut être par exemple la fertilité des sols ou la gestion des ravageurs. En même temps, les membres de CEP peuvent, à la fin de chaque session d'animation, aborder d'autres thèmes qui les préoccupent comme des problèmes fonciers sur leurs collines, le VIH Sida ou comment s'organiser en tant que producteurs pour vendre leurs produits face à un marché donné.

Suite à la page 15

**LISEZ FOCUS,
BULLETIN TRIMESTRIEL
DE LA FAO**

Peut-on affirmer que cette méthodologie des CEP contribue à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Burundi?

Avec les CEP, on a pu introduire certaines techniques culturales qui ont contribué à l'augmentation de la productivité tout en diminuant le coût de la production. Je peux citer par exemple ce qu'on appelle le SRI (Système de Riziculture Intensive) qui demande moins d'espace, moins d'eau, moins de semences, moins d'engrais et qui donne des rendements plus élevés. La FAO a introduit ce système à Mutimbuzi en 2010 et les résultats sont spectaculaires

Des exemples ?

Là où le producteur était habitué à obtenir un rendement rizicole de 3 à 5 tonnes par hectare, ce système lui a permis de doubler sa production. Alors qu'avant il utilisait 60 à 100 kg de semence sur un hectare ; avec le SRI, il n'utilise que 20 Kg. Dans certaines zones de communes Giharo et Kibago frontalières avec la Tanzanie, la population consommait des choux provenant soit de Makamba ou de la Tanzanie, car ils pensaient que cette culture ne pousse pas dans leur région. Mais depuis qu'on a mis en place des CEP chez eux, ils produisent des choux et en exportent même ailleurs. Au niveau de la commune de Rumonge, le marché est inondé des tomates alors que dans le temps, les habitants de Rumonge s'approvisionnaient à Rugombo (dans la province de Cibitoke). Il y a également la technique de fabrication des jardins de case en escalier ou en case pour garantir la consommation des légumes. Ceci contribue à lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire surtout dans un pays où le foncier pose problème.

Est-ce que les CEP jouent un rôle dans la consolidation de la paix et la cohésion sociale au Burundi ?

Du moment où les CEP rassemblent des gens de toutes les couches sociales, que ce soit sur le plan des croyances, du genre ou du niveau d'étude ; et lorsqu'ils rassemblent des gens avec des modes de vie différents, dans leur appartenance politique, idéologique ou autres, il est incontestable que cette approche peut jouer un rôle dans la coexistence pacifique et la consolidation de la paix.



Un CEP faisant l'analyse de l'agro éco-système sur le manioc à Rumonge

Concrètement en quoi les CEP jouent ce rôle sur les collines ?

Chaque CEP comprend 20 à 30 personnes qui travaillent ensemble dans une parcelle. Et lorsqu'on sait que tous les sujets peuvent être discutés, cela veut dire qu'ils ont appris à discuter de toutes les questions pour leur trouver des solutions. En fin de compte, ils apprennent des techniques de résolution pacifique des conflits. Ensuite, il faut savoir que sur plus 160 CEP que nous avons au Burundi, il n'ya jamais eu des querelles entre les membres ou des dislocations. On constate plutôt des groupes soudés. Et on constate aussi un transfert des connaissances, et un dialogue dans les familles et dans toute la communauté.

Croyez-vous en la durabilité de cette démarche au Burundi ?

Je n'en doute pas du fait que l'approche va être un succès au Burundi. Et pour cause, beaucoup de partenaires économiques et politiques du Burundi s'intéressent à cette approche à cause de ses résultats immédiats au niveau des communautés sur le terrain. Dans certains pays, les gouvernements sont en train d'institutionnaliser l'approche « Champ Ecole Paysan » car elle constitue une alternative pour les producteurs qui n'ont pas été à l'école classique.

Source: Christian BIGIRIMANA/Journal IWACU

VISION BURUNDI 2025

La VISION BURUNDI 2025 est un instrument de planification du développement à long terme, qui va guider les politiques et stratégies en matière de développement durable, dans le but de satisfaire les besoins des générations présentes sans entraver ni compromettre les chances des générations à venir.

C'est un document de consensus national, véritable feuille de route pour le développement économique et social du Burundi (...).

Pour y parvenir, la Vision identifie huit piliers intimement liés :

- * La Bonne Gouvernance et Renforcement des capacités de l'Etat
- * Le capital humain
- * La croissance économique et la lutte contre la pauvreté
- * L'intégration régionale
- * La démographie
- * La cohésion sociale
- * L'aménagement du territoire et l'urbanisation
- * Le partenariat

Les principaux défis sont :

- *reconstruire l'unité nationale et rétablir une nation sécurisée
- * Maîtriser la croissance démographique et assurer la sécurité alimentaire
- * Résoudre le problème crucial du chômage et accroître les revenus des ménages
- * Diversifier et promouvoir une croissance économique compétitive et saine
- * Mettre en place des infrastructures d'appui à la production
- * Relever le niveau de l'alphabétisation et former des cadres compétents et compétitifs

Source: Vision Burundi 2025, Juin 2011

La Conférence de la FAO réunie à Tunis souligne la nécessité de mobiliser des ressources en Afrique

Cap sur l'objectif Faim Zéro 2025 pour l'Afrique, les jeunes et l'inclusion sociale

28 mars 2014, Tunis – La Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, qui s'est tenue à Tunis (Tunisie) du 24 au 28 mars 2014, a conclu sa vingt-huitième session en réaffirmant son engagement envers la sécurité alimentaire et le développement durable.

«Nous avons soutenu sans réserve l'Objectif faim zéro 2025 pour l'Afrique», a déclaré le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, dans son discours de clôture.

Il avait à ses côtés le chef du Gouvernement tunisien, M. Mehdi Jomaa, qui succèdera à son homologue congolais pour présider les travaux de la vingt-huitième Conférence régionale pour l'Afrique pendant les deux prochaines années.

Un rapport final adopté par la Conférence a reconnu qu'il était important que l'agriculture offre plus de possibilités de se lancer dans les affaires aux jeunes Africains pour promouvoir l'inclusion sociale, la sécurité alimentaire et le développement durable.

Les ministres africains de l'agriculture ont recommandé aux États Membres d'allouer des fonds réservés à l'emploi des jeunes dans les programmes en faveur de l'agriculture et du développement rural; ils les ont en particulier invités à investir pour renforcer les capacités techniques et entrepreneuriales des jeunes de la région et faciliter leur accès aux ressources productives clés, notamment à la terre et aux finances.

Table ronde ministérielle

Une table ronde ministérielle visant à examiner la suite donnée à la réunion de haut niveau sur le thème «Vers une renaissance africaine: un partenariat renouvelé en vue d'une approche unifiée pour en finir avec la faim en Afrique d'ici à 2025 dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)» a permis d'échanger des informations sur les mesures prises pour en finir avec la faim en Afrique. Des conseils spécifiques sur les moyens de mobiliser des ressources additionnelles pour s'aider mutuellement ont été sollicités.

La Conférence régionale a examiné le rapport sur les activités prioritaires de la FAO en Afrique, qui couvre les réalisations de l'exercice 2012-13, et les propositions pour 2014-15 et au-delà.

La Conférence a centré son attention sur les trois principaux domaines d'action prioritaires requis pour accélérer la transformation du secteur agricole et éradiquer la faim en Afrique, à savoir:

- créer des conditions propices aux investissements du secteur privé national, y compris des petites exploitations agricoles et des exploitations familiales;
- miser sur le renforcement de la productivité agricole et sur l'engagement constructif des jeunes, des petits exploitants agricoles et des agriculteurs familiaux;
- définir une approche pour renforcer l'efficacité du PDDAA en termes de création de capacités systématiques de suivi et d'évaluation, et d'action axée sur les résultats.

M. da Silva a exprimé sa gratitude aux États Membres africains: «Vous avez résolument soutenu la nouvelle FAO telle qu'elle est aujourd'hui, ainsi que la manière dont nous faisons évoluer notre programme de travail pour obtenir des résultats concrets pour la région».

«Vous avez confirmé les priorités régionales sur lesquelles vous souhaitez que la FAO se concentre, et ces priorités sont compatibles avec notre cadre stratégique global révisé», a-t-il souligné.

La Côte d'Ivoire accueillera la prochaine Conférence régionale pour l'Afrique, en 2016.

Contacts

Justin Chisenga
Equipe communication (Tunis)
justin.chisenga@fao.org

Charmaine Wilkerson
Relations médias (Rome)
(+39) 06 570 56302
charmaine.wilkerson@fao.org

DISTRIBUTION DES INTRANTS ET OUTILLAGE AGRICOLES PAR LA FAO

Dans le cadre du « Projet d'Appui à la viabilisation des villages ruraux intégrés dans le cadre du rapatriement et de la réintégration au Burundi, composante sécurité alimentaire et développement agricole- OSRO/BDI/005/EC », la FAO a procédé au cours des mois de Janvier, Février et Mars à la distribution de semences, de plants de palmier à huile, de fertilisants organiques, du petit bétail, de l'outillage agricole et du matériel apicole à 3840 ménages vivant dans les Villages Ruraux Intégrés (VRI) et dans les communautés d'accueil de Mutambara, Busebwa, Buzimba en commune Rumonge, Nyabigina en commune Nyanza-Lac, Musenyi et Mushara en commune Mabanda, Nyakazi en commune Kibago, Nkurye et Murembera en commune Giharo.

Les semences distribuées étaient composées de haricots volubiles, variété Makutsa (24 Tonnes), de haricot nain, variété MORE communément appelé haricot jaune (24 Tonnes) et des arachides (20 Tonnes).



Distribution de houes à Gatete (Rumonge)

Les fertilisants fournis dans les sites de Nyakazi, Nkurye et Murembera étaient composés des fientes de poules (fertilisants organiques) et de la chaux dolomitique (pour amendement des sols acides). Nyakazi a reçu 40 T de chaux dolomitique et 40 T de fiente de poules tandis

que Nkurye et Murembera ont obtenu 80 T de chaux et 80 T de fiente de poule. Tous ces intrants ont été distribués aux bénéficiaires dans le but de leur permettre d'augmenter leurs productions agricoles. Il est attendu qu'une partie des semences récoltées soit conservée dans les hangars multifonctionnels construits par la FAO dans chaque VRI.

L'outillage agricole distribué était composé de houes, de machettes et chaque ménage a pu recevoir 1 houe et 1 machette.

Le petit bétail a été également octroyé aux bénéficiaires. Il s'agit de 99 moutons distribués aux musulmans de Mutambara en commune Rumonge, qui n'ont pas bénéficié de porcs au cours de la distribution antérieure. Il s'agit également de 735 chèvres et boucs (race Boers) qui ont été octroyées aux ménages qui, auparavant, voudraient les



Vue des moutons fournis aux musulmans de Rumonge

lapins et canards, mais qui par après n'en avaient pas reçu. Avant leur distribution, un expert (vétérinaire) était mandaté pour inspecter/analyser la qualité des animaux fournis conformément aux spécifications techniques contenu dans le cahier de charge.

Des plants de palmier à huile ont été également distribués aux ménages des VRI de Rumonge, Nyabigina et Nyakazi à raison de 3000 à Rumonge, 1500 à Nyanza-lac et 1500 à Nyakazi. A Nyabigina (Nyanza-lac), ce fût un ouf de soulagement de la part de l'administration car il y avait conflit ouvert entre rapatriés et ménages de la communauté d'accueil quant à l'exploitation des palmiers qui étaient dans les propriétés cédées par ces derniers au profit des rapatriés. La distribution des plants de palmiers aux ménages de la communauté d'accueil par la FAO a résolu définitivement le conflit en question.

Du matériel apicole également a été distribué aux apiculteurs. Celui-ci



Des plants de palmiers à huile prêts à être distribués à Nyakazi

était composé de : 15 ruches modernes, 15 enfumoirs, 15 masques chemises, 15 salopettes, 15 paires de gants, 3 gaufriers synthétiques, 3 extracteurs, 3 bacs à désoperculer, 300 feuilles de cires gaufrées, 8 lèves cadres, 8 brosse à abeille, 8 couteaux, 10 maturateurs, 3 cerificateurs solaires, 15 seaux avec couvercle, 15 filtres, 150 pots de conditionnement et 15 paires de bottes. Au cours des cérémonies de remise de ces intrants et outillage agricoles, le responsable du bureau Sud-est basé à Makamba n'a pas manqué de prodiguer des conseils aux bénéficiaires :



Sacs de chaux dolomitique et de fiente de poule prêts à être distribués

Il leur a demandé de ne plus consommer les semences ou mettre sur le marché les animaux et le matériel agricole reçu. Il les exhorta plutôt de rentabiliser tous ce qu'ils ont reçu afin de préparer l'avenir de leurs enfants. Des remerciements de la part des bénéficiaires et des administratifs ont été exprimés, remerciant la FAO pour les efforts déployés en vue de sauver la vie des ménages installés dans les sites des rapatriés et dans les communautés d'accueil. Les enfants ont également extériorisé leur joie de voir leurs parents recevoir des intrants et outillage agricole, en témoignent leurs danses envoûtantes ayant ponctué la distribution.

Par Philbert YANDEMYE

8 MARS 2014: DES IMAGES QUI PARLENT DE LA FEMME AU CENTRE DES INTERVENTIONS DE LA FAO



Participation des femmes dans une émission sur les CEC/DIMITRA



Femmes membres des FFS dans un champ maraîcher à Gitega



Une bénéficiaire de chèvres de race améliorée à Mpanda



Des bénéficiaires remettant un cadeau au Représentant de la FAO pour l'appui donné par cette organisation



Dr Clotilde Bodiguel, Coordinatrice du projet SmartFish intervenant lors de la validation du protocole sur l'aquaculture de l'Autorité du Lac Tanganyika à Bujumbura en Février 2014

NOTRE DEVISE

« Fiat Panis »
« Du Pain pour Tous »



Une femme transportant des plants de riz pour repiquage à Nyamabere

©Photos-FAO/Gustave & Barnabé

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou à d'autres fins commerciales, y compris à des fins didactiques, pourra être soumise à des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse copyright@fao.org ou au:

Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla
00153 Rome, Italie

Equipe Editoriale & Mise en page:
Barnabé Ndayikeza
Baudelaire Ndayishimiye

Comité de lecture
Baudelaire Ndayishimiye
Barnabé Ndayikeza
Nabor Barancira
Evelyne Nduwimana
Prosper Ruberintwari
Anne-Marie Kavakure
Alain Ndakoze

Photo de couverture:
©FAO/Gustave



Représentation de la
FAO au Burundi
Q. Asiatique Avenue de la Plage,
N° 5
BP 1250 Bujumbura
Tel. +257 22 20 60 00
FAO-BI@fao.org
coin.fao.org/cms/world/burundi